

TMIS - droit de dérogation aux normes

N°	Recommandations	Destinataire(s) de la recommandation	Acteur(s) concerné(s)	Calendrier prévisionnel	Support / action
1	Donner une assise constitutionnelle au pouvoir préfectoral de dérogation aux normes	Pouvoir constituant	Gouvernement, Parlement	1 an	Texte de loi constitutionnelle
2	Supprimer la liste limitative de domaines pour lesquelles la dérogation est possible.	Premier ministre	Gouvernement	6 mois	Décret
3	Permettre au préfet de déroger à des normes relevant de services ou d'opérateurs locaux qui échappent aujourd'hui à sa compétence	Premier ministre	Gouvernement	6 mois	Décret
4	Étendre le droit de dérogation à des dispositions réglementaires de fond. Envisager la suppression des régimes particuliers existants dans un souci de simplification	Premier ministre	Gouvernement	6 mois	Décret
5	Analyser le risque pénal et, le cas échéant, sécuriser l'acte de dérogation préfectorale	Gouvernement / Parlement	Gouvernement / Parlement	6 mois	Rapport parlementaire d'information / loi
6	Prendre en compte, dans l'évaluation des préfets, leur contribution aux démarches de simplification des projets locaux et de différenciation territoriale	Gouvernement / élus locaux	DMATES Associations d'élus locaux	6 mois	Bonne pratique / objectifs interministériels fixés par le Premier ministre

7	Associer étroitement les élus locaux à l'exercice du pouvoir préfectoral de dérogation	Gouvernement / Parlement	Gouvernement / Parlement	6 mois	Loi (élargir les missions de la commission de conciliation des documents d'urbanisme)
8	Utiliser le droit de dérogation comme un signal d'alerte permettant de détecter des normes trop complexes, inutiles ou inefficaces	Gouvernement / Parlement	Gouvernement / Parlement	Permanente	Rapport parlementaire d'information / loi
9	Évaluer les régimes législatifs de dérogation et envisager, le cas échéant, leur extension. Envisager, à titre expérimental, une habilitation législative dans le domaine de la construction, du logement et de l'urbanisme	Gouvernement / Parlement	Gouvernement / Parlement	1 an	Rapport parlementaire d'information / Loi
10	Former et informer les services préfectoraux ainsi que les élus locaux sur les potentialités du droit de dérogation aux normes	Gouvernement / élus locaux	DMATES Associations d'élus locaux	6 mois	Bonne pratique